

QUÉBEC – Jugeant que «ce qui se passe actuellement n'est pas assez connu», la députée de Québec solidaire, Manon Massé, affirme que la lutte qui vise à obtenir une commission d'enquête nationale sur les causes de la disparition et du meurtre de femmes autochtones doit se poursuivre.

C'est pourquoi elle a participé, samedi après-midi, à l'une des vigiles organisées dans plusieurs villes du Canada et même ailleurs dans le monde. Mme Massé se trouvait à Québec et a qualifié d'«extraordinaire» l'événement qui réunissait plus de 250 personnes, dont la présidente de Femmes autochtones du Québec Michèle Audette.

«Vraiment, ç'a été une activité où on avait des frissons. Quand on sent qu'il y a quelque chose qui n'a pas de bon sens, ça fait partie de notre devoir citoyen de se lever et de le dire. Et j'ai entendu, aujourd'hui, plein de gens être en appui aux demandes des femmes autochtones», a-t-elle indiqué.

La députée de Québec solidaire a présenté, lundi dernier, une motion adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale demandant à Ottawa de tenir une commission nationale d'enquête sur le sujet. Mme Massé estime, par ailleurs, que l'attitude d'Ottawa est «inacceptable» et croit qu'il est urgent d'agir.

Et même après une neuvième vigile cette année, elle n'entend pas cesser de mettre de la pression sur le gouvernement Harper puisque selon elle, il est essentiel que la lutte continue pour «nos soeurs autochtones».

Les manifestants réclament également aux gouvernements un plan d'action national pour venir en aide aux femmes autochtones.

Selon Viviane Michel, présidente de Femmes autochtones du Québec, il est primordial que les femmes, les familles et les communautés autochtones puissent être entendues dans le cadre d'une commission. Elle ajoute que «comprendre les racines profondes de la discrimination systémique à laquelle font face les femmes autochtones est un devoir pour faire respecter leur dignité et leur sécurité».

Béatrice Vaugrante, directrice générale d'Amnistie internationale Canada francophone, souligne de son côté que de nombreuses tribunes de l'ONU, des États-Unis et du Royaume-Uni ont demandé au Canada de mettre fin à la violence faite aux femmes autochtones. Selon elle, il s'agit du dossier le plus lourd en matière de droits humains auquel doit faire face le Canada, et il est inacceptable que le gouvernement n'en reconnaisse pas l'ampleur et n'agisse pas.

Des données de la GRC publiées cette année révèlent que les femmes et les filles des Premières Nations, les Métisses et les Inuit sont plus à risque que tout autre groupe de femmes au Canada. À titre d'exemple, 1017 femmes et filles autochtones ont disparu ou ont été assassinées entre 1980 et 2012. De plus, on est toujours sans nouvelles de 105 femmes qui ont disparu dans des circonstances inexplicables ou suspectes.

Au cours de la dernière décennie, alors que le taux d'homicide est en baisse partout au Canada, le nombre de femmes et de filles autochtones assassinées est six fois plus élevé que chez les non autochtones.

À Montréal, plusieurs organisations ont lancé un appel à la mobilisation pour participer à la vigile, samedi soir, dont la Fédération des femmes du Québec.

Cet article [Femmes autochtones: Manon Massé participe à une vigile et presse Ottawa d'agir](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Femmes autochtones Manon Massé participe à une vigile et presse Ottawa d'agir](#)